

L'Europe occidentale reste très active

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **53 (1961)**

Heft 2

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385180>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ces statistiques portent sur la population (totale et active), l'emploi, le chômage, la durée du travail, les salaires et le revenu du travail, les prix à la consommation et au détail, les conditions de vie des familles, la sécurité sociale, les accidents de travail, les conflits de travail et les migrations. En annexe figurent une série de tableaux consacrés à la production industrielle, aux indices des prix de gros et aux cours des changes.

Ces informations sérieuses sont empruntées aux renseignements communiqués au BIT ou à des publications officielles.

Les différents chapitres, qui correspondent aux matières mentionnées plus haut, sont précédés d'une notice introductive sur les titres de statistique fournis dans les tableaux et sur la comparativité internationale des données. Bien que la composition des divers groupes industriels correspond, dans la mesure du possible, à la classification internationale type, avec sa prudence habituelle, le BIT rappelle que des variations peuvent se manifester selon la structure des classifications nationales.

Les tableaux relatifs à l'emploi, au chômage, à la durée du travail, aux salaires et aux prix à la consommation sont mis à jour dans le supplément statistique de la *Revue internationale du Travail*, organe mensuel du BIT.

L'Europe occidentale reste très active

L'économie de l'Europe occidentale reste prospère en ces derniers mois de 1960; si l'on avait pu craindre, à un moment, que le rythme d'expansion de la production et de l'emploi ne s'enfièvre au point que la demande s'emballerait et provoque une poussée d'inflation, ces craintes se sont dissipées à mesure que le taux de croissance de la demande devenait plus modéré. Le taux d'accroissement de la production industrielle est un peu plus faible depuis quelques mois, mais il reste cependant considérable. Après deux années de vigoureuse expansion économique, il ne s'est pas produit de hausse de prix à caractère inflationniste et, dans la plupart des pays, la balance des paiements reste satisfaisante. C'est là l'opinion du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), telle qu'elle est exposée dans un article consacré à l'économie de l'Europe occidentale dans la dernière livraison du *Bulletin économique pour l'Europe* qui vient de paraître.

Dans les pays extra-européens, la situation économique se présente moins bien; aux Etats-Unis, ni la demande ni la production ne sont sorties de leur torpeur en 1960 et les perspectives de reprise dans l'immédiat sont tout à fait incertaines. Les pays de production primaire ont perdu du terrain, puisque leurs exportations et, par conséquent, leur capacité d'importer des marchandises en prove-

nance des régions industrielles ont diminué. Cette double évolution a entraîné un fléchissement de la demande extra-européenne de produits exportés par l'Europe occidentale. Toutefois, pour les mois qui viennent, les perspectives internationales, pour incertaines qu'elles soient, sont loin d'être sombres. De l'analyse de l'évolution de la situation économique aux Etats-Unis et en Europe occidentale, il paraît ressortir clairement que les échanges internationaux pourraient retrouver plus facilement une plus grande ampleur si les Etats-Unis prenaient, en ce qui concerne la monnaie ou le crédit, des mesures pour ranimer modérément l'activité économique en même temps que l'on procéderait, sur le plan international, à un rajustement concerté des taux d'intérêt tout en continuant à prendre des mesures propres à assurer le maintien d'un taux élevé d'expansion intérieure en Europe occidentale.

Après avoir examiné ce qu'ils appellent l'« expectative économique » aux Etats-Unis, les auteurs du *Bulletin* aboutissent à la conclusion suivante: aucun des grands indicateurs économiques ne laisse prévoir que l'atonie de la demande et de la production, qui se manifeste depuis quelque temps, soit un phénomène durable. A vrai dire, il paraît tout à fait possible que le résultat des élections présidentielles, en mettant fin à l'incertitude des pronostics, accélère le renversement de la tendance. La difficulté qu'éprouvent les autorités américaines à empêcher un nouveau recul et à relancer l'économie se complique, dans les circonstances actuelles, qui sont exceptionnelles, par la nécessité de tenir compte du contrecoup que des mesures visant à favoriser l'expansion pourraient avoir sur les mouvements des capitaux à court terme. Toutefois, le redressement notable enregistré récemment dans la balance commerciale devrait, dans les prochains mois, atténuer l'importance de ce facteur quant au choix des mesures de relance.

Production et emploi dans l'industrie

Au début de l'été de 1960, l'expansion de la production industrielle, qui avait été remarquablement vive en Europe occidentale pendant l'hiver, prenait, dans la plupart des pays de la région, une allure plus modérée, ce qui d'ailleurs n'était pas inattendu. Le rythme de croissance de la production industrielle pendant les derniers mois de 1959 et le premier trimestre de 1960 avait été exceptionnellement rapide, n'accusant à vrai dire aucun fléchissement par rapport à ce qu'il avait été au cours des dix années précédentes. Il était à peu près certain que l'épuisement des réserves inemployées de moyens de production – main-d'œuvre et installations industrielles en particulier – provoquerait un ralentissement. En fait, ce sont les limitations de l'offre, notamment le resserrement du marché du travail en Europe occidentale, qui ont doucement freiné le rythme d'accroissement. Un phénomène plus surprenant a été le

caractère modéré de la demande finale, encore que l'on ait prévu un certain relâchement de la demande de biens de consommation, de biens durables surtout, à la suite des mesures de restriction prises à titre de précaution par plusieurs gouvernements. Exception faite des Pays-Bas, de la Norvège et de la Yougoslavie, où la production industrielle a continué d'augmenter rapidement, la plupart des pays de l'Europe occidentale ont vu la courbe de cette production se stabiliser depuis peu à un niveau dépassant en moyenne de quelque 10% celui de la période correspondante de 1959. Pendant les neuf mois de 1960, l'effectif des travailleurs employés a augmenté régulièrement en Europe occidentale, bien que le taux d'accroissement ait généralement diminué depuis le printemps, le marché du travail s'étant resserré. Le fait que l'on a procédé, au mois d'octobre, à des licenciements ou à une réduction des horaires de travail dans l'industrie automobile en France et au Royaume-Uni pourrait cependant avoir pour conséquence de susciter aussi du chômage dans les industries liées à l'industrie automobile ou qui travaillent pour elle. La place de plus en plus importante que tient l'industrie automobile dans la production industrielle totale de plusieurs pays de l'Europe occidentale pose des problèmes de politique générale que les autorités compétentes des Etats-Unis connaissent bien depuis plusieurs années déjà.

Salaires et prix

Les auteurs du *Bulletin* signalent que la hausse des salaires et des gains horaires dans l'industrie s'est accélérée dans plusieurs pays de l'Europe occidentale pendant les deuxième et troisième trimestres de 1960. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées précisément dans les pays – Autriche, Allemagne occidentale, Pays-Bas et Suède – où la pénurie de main-d'œuvre était la plus aiguë. Dans les pays où les gains horaires ont augmenté le plus, la hausse, à la fin du deuxième trimestre, était de l'ordre de 6 à 8% par rapport à la période correspondante de l'année précédente; mais grâce à un progrès constant de la productivité, les prix sont restés à l'abri de toute poussée de hausse qui aurait pu être causée par l'augmentation des charges salariales. Si, dans d'autres pays, les augmentations de salaire ont été relativement modérées, c'est en grande partie grâce à la stabilité persistante des prix de gros comme des prix de détail.

Rien n'est venu troubler pendant les mois d'été la stabilité des prix en Europe occidentale, stabilité qui est sans doute le trait le plus caractéristique de la phase actuelle de haute conjoncture. Cette stabilité relative (les prix ont en général monté plus lentement que les gains, d'où un accroissement des salaires réels) résultait, dans la plupart des pays, de l'effet de compensation exercée par la baisse modérée

des prix des denrées alimentaires sur les prix des services et des loyers, qui, eux, étaient en hausse. C'est pourquoi, dans aucun des grands pays de l'Europe occidentale l'indice du coût de la vie n'a, jusqu'ici, augmenté de plus de 2 points au cours de l'année 1960; dans la plupart des cas, la hausse est même restée inférieure à cette proportion.

Plusieurs facteurs, notamment la faiblesse persistante des prix à l'importation des matières premières et des denrées alimentaires, le fait que les prix agricoles ne monteront sans doute pas beaucoup après une récolte assez satisfaisante et les gains réguliers de productivité enregistrés en 1960, donnent à penser que les prix resteront stables jusqu'à la fin de l'année et pendant les premiers mois de 1961, étant donné surtout que la demande totale semble maintenant augmenter à un rythme plus lent.

Modifications survenues dans la structure de la demande

L'expansion extraordinairement rapide de la demande et de la production en Europe occidentale pendant la période d'essor économique a suscité un accroissement très sensible du volume de l'investissement fixe privé destiné soit à développer la capacité de production, soit à stimuler la productivité par la rationalisation. A en juger à la fois par le volume considérable des commandes nouvelles – les chiffres étant en augmentation surtout pour les industries produisant des biens d'équipement – et par les enquêtes sur les projets d'investissement des chefs d'entreprise, il semble que la demande de biens d'investissement fixe doive demeurer forte jusqu'en 1961.

Dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, il y avait, au deuxième trimestre de 1960, un nombre de logements en construction beaucoup plus grand qu'un an auparavant. *L'essor de la construction a été particulièrement vigoureux en Suisse, où le nombre des logements en construction a augmenté de 25% et où cette évolution a été une source de préoccupations pour les pouvoirs publics;* au Royaume-Uni, l'augmentation correspondante était de 10% environ. Il semble toutefois que dans les autres pays de l'Europe occidentale la forte expansion de la construction de logements soit en régression. Au total, la construction de logements paraît maintenant se stabiliser à un niveau élevé et elle n'agira probablement ni comme stimulant ni comme frein sur la croissance de la demande totale en Europe occidentale pendant les mois d'hiver.

La consommation totale des particuliers en Europe occidentale n'a cessé de progresser en 1960, bien que la demande de biens durables ait été modérée pendant les deuxième et troisième trimestres; cette consommation continue d'être un puissant facteur d'expansion de la demande finale. L'accroissement de l'emploi, l'augmentation du revenu réel disponible (qui résulte de la hausse des

salaires, de l'allongement des horaires de travail et de l'augmentation des paiements de transfert), enfin, une tendance manifeste au fléchissement du taux de l'épargne, tels sont les facteurs qui ont tous contribué à faire augmenter le volume des dépenses de consommation finale. Aussi, l'indice des ventes au détail a-t-il dépassé pendant les mois d'été le niveau qu'il atteignait douze mois auparavant lorsque la reprise de la conjoncture s'accroissait. Non seulement les consommateurs consacraient en Europe occidentale des sommes accrues à l'achat de marchandises – de biens non durables en particulier – mais encore ils ont dépensé davantage pour les services.

Les dépenses publiques ont continué à augmenter lentement dans la plupart des pays. Le relèvement des traitements des fonctionnaires a quelque peu alourdi le budget des dépenses courantes dans plusieurs pays, et les achats de biens et de services se sont développés plus rapidement. L'investissement public est resté considérable.

Si l'importance relative des divers éléments de la demande globale a nettement évolué au cours de l'année, ce changement n'aura guère pour conséquence qu'un ralentissement modéré du taux d'accroissement de la demande finale; et, comme il faut du temps pour développer la capacité de production et introduire les méthodes de rationalisation industrielles qui sont nécessaires pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre, il faut se féliciter de l'influence modératrice qui s'exercera de ce fait sur la prospérité persistante de l'économie.

Le commerce de l'Europe occidentale avec les pays d'outre-mer

Le fléchissement simultané des exportations vers l'Amérique du Nord et vers les pays de production primaire donne à penser qu'au cours des prochains mois la demande d'exportation vers les pays extra-européens n'offrira peut-être pas à l'expansion économique de l'Europe occidentale un stimulant aussi fort qu'auparavant.

Les mouvements sur les divers marchés de produits de base ont été si variés qu'il est très difficile de présenter des observations de portée générale sur l'évolution des prix, mais il paraît certain qu'une tendance au fléchissement a commencé à se manifester vers la fin du printemps. Si l'on songe, en outre, aux pertes de réserves subies par les pays de production primaire pendant le premier semestre de 1960, aux perspectives économiques incertaines des Etats-Unis et au ralentissement de l'expansion en Europe occidentale, on ne saurait s'attendre à une expansion soutenue des importations dans l'avenir immédiat ni, par voie de conséquence, à des perspectives favorables pour les exportations de l'Europe occidentale sur les marchés des pays de production primaire, à moins qu'un financement extérieur plus important ne soit assuré.

La balance des paiements des pays de l'Europe occidentale

Après deux ans d'expansion économique rapide, la balance des paiements de l'Europe occidentale demeure remarquablement satisfaisante, même dans les pays où elle avait été particulièrement vulnérable dans le passé. Dans tous les pays de la région, sauf en Italie, en Autriche, au Danemark et au Portugal, les réserves officielles de devises étaient plus grandes à la fin du premier semestre de 1960 qu'au début de l'année et, dans certains cas, même considérablement plus grandes. L'augmentation semble s'être poursuivie au cours des derniers mois au Royaume-Uni, en France, en Allemagne occidentale et aux Pays-Bas. Cette amélioration intervient malgré l'accroissement du déficit de la balance commerciale ou la diminution de son excédent dans la plupart des pays au premier semestre de 1960. Grâce aux entrées de capitaux à court terme, enregistrées par certains pays en raison de leur taux d'intérêt plus avantageux ou pour des raisons liées à la spéculation, cette évolution défavorable des balances commerciales n'a pas pesé sur les réserves en devises. Ces entrées de capitaux ont amélioré la position déjà excessivement forte de la balance des paiements de l'Allemagne occidentale et elles ont masqué la faiblesse fondamentale de la balance des paiements du Royaume-Uni; *en Suisse, elles ont encore ajouté à l'embarras créé par les liquidités déjà excessives des banques.*

Politiques et perspectives d'avenir en Europe occidentale

Ainsi qu'il ressort de ce qui précède, les craintes souvent exprimées dans divers pays et selon lesquelles le rythme accéléré de l'expansion, par le poids qu'il exerce sur les ressources existantes, finirait précisément par freiner cette expansion et susciterait des poussées d'inflation, n'ont pas été confirmées par des faits. Aussi bien, à la seule exception du Royaume-Uni, aucun pays n'a enregistré ce fléchissement de sa balance des paiements qui, par le passé, était si souvent allé de pair avec l'expansion rapide de l'activité économique. Les auteurs du *Bulletin* font observer qu'il est difficile de déterminer dans quelle mesure ce progrès continu est imputable à une politique économique judicieuse dans son dosage autant que dans le choix des mesures prises et du moment auquel elles sont appliquées, ou bien à des facteurs indépendants favorables, tels que la grande élasticité de la production et l'accroissement de la demande dans le monde, à quoi s'ajoutent la stabilité des prix des matières premières et les progrès rapides de la productivité. Quoi qu'il en soit, les faits paraissent avoir dissipé l'inquiétude habituelle des dirigeants placés devant le phénomène d'une très vive expansion: dans des circonstances analogues, les mesures adoptées naguère ont pu arrêter les hausses de prix ou une détérioration de la balance des paiements, mais souvent au prix d'une stagnation des affaires. L'état actuel des choses

devrait aussi éliminer toute hésitation excessive quant à l'application en temps voulu des mesures destinées à stimuler l'activité économique afin d'empêcher le ralentissement du rythme de l'expansion de dégénérer en récession.

Dans le domaine de la politique monétaire, on ne relève que peu de mesures restrictives nouvelles venant après celles qui ont été prises au début de l'année et dont il a été question dans un précédent *Bulletin* de la CEE. A en juger par la préférence que divers pays marquent pour des moyens d'intervention agissant directement sur la liquidité du marché plutôt que sur le taux d'intérêt, on peut penser que les pouvoirs publics sont aujourd'hui conscients du choix qu'ils doivent faire – les monnaies étant convertibles et les mouvements des capitaux libres – entre les difficultés qu'une politique non concertée de taux d'intérêt élevés provoque soit dans l'économie intérieure, soit dans les finances extérieures. Les entrées, dans un pays créancier sur le plan international, de fonds étrangers attirés par des taux d'intérêt élevés ne rendent pas seulement inopérant le frein que l'on cherche à appliquer à l'expansion du crédit, parce que ces entrées de capitaux accentuent en fait la liquidité du marché, mais grèvent en même temps les moyens de paiement internationaux des pays dont la balance des paiements ou les réserves en or et en devises sont fragiles. L'Allemagne occidentale a été un pays créancier de ce genre sur le plan international en 1960; mais les mesures prises depuis le mois de juin pour décourager l'afflux de fonds étrangers à court terme, c'est-à-dire l'interdiction faite aux banques de servir un intérêt sur les dépôts étrangers et de vendre aux étrangers des titres à court terme, n'ont guère freiné l'accroissement rapide des réserves en devises de l'Allemagne occidentale. Bien entendu, des mesures de ce genre ne touchent en rien le problème fondamental que pose l'excédent de la balance des paiements de l'Allemagne occidentale, aussi bien au titre des transactions courantes que du compte capital.

L'afflux au Royaume-Uni de fonds à court terme d'origine spéculative a été accueilli non sans un certain malaise malgré l'apport continu que ces fonds fournissent aux réserves en devises. En l'occurrence, les craintes ne s'expliquaient pas, comme dans divers autres pays, par la liquidité accrue du système bancaire, mais plutôt par l'appréhension de voir un reflux de ces fonds déclencher une nouvelle crise de confiance à l'égard de la livre, si ce reflux devait se produire en même temps qu'un nouvel affaiblissement de la balance des paiements.

La dernière partie de cet article du *Bulletin* expose l'évolution récente de la situation économique dans les divers pays de l'Europe occidentale (et en particulier les répercussions des événements du Congo sur l'économie belge) ainsi qu'en Europe méridionale et en Yougoslavie.